
PIERRE ASTIÉ
DOMINIQUE BREILLAT
CÉLINE LAGEOT *

REPÈRES ÉTRANGERS

(1^{er} JANVIER – 31 MARS 2022)

139

ALLEMAGNE

13 février 2022. **Élection présidentielle.** Les 1472 membres de l'Assemblée fédérale réélisent Frank-Walter Steinmeier, SPD, en fonction depuis le 19 mars 2017, à la présidence fédérale, en lui apportant 1045 voix. Dans son discours de remerciement, s'il affirme être « au-dessus des partis », mais pas « neutre en ce qui concerne la démocratie », le président Steinmeier fait, ce qui est rarissime, une incursion dans la politique en soulignant sa fermeté vis-à-vis de la crise ukrainienne.

27 février et 14 mars 2022. **Armée.** De façon inattendue, le chancelier Scholz annonce, le 27 février, la création d'un fonds exceptionnel de 100 milliards d'euros pour l'armée fédérale et la décision d'envoyer des armes à l'Ukraine. C'est un revirement total de la doctrine allemande.

L'Allemagne confirme, le 14 mars, vouloir engager 50 milliards d'euros de dépenses militaires, afin de dépasser les 2 % du PIB préconisés par l'OTAN.

ARABIE SAOUDITE

12 mars 2022. **Peine de mort.** Quatre-vingt-une personnes, accusées de « terrorisme », sont exécutées. Le nombre d'exécutions pour toute l'année 2021 a ainsi été dépassé en une seule journée. La communauté internationale reste totalement muette.

BIÉLORUSSIE (BÉLARUS)

27 février 2022. **Russie. Ukraine. Référendum.** Tandis que le président Loukachenko apparaît comme un supplétif de Vladimir Poutine dans la crise ukrainienne, un référendum est organisé qui voit le secret

* Centre d'études sur la coopération juridique internationale-Université de Poitiers (CECOJI-UP) – EA 7353.

du vote malmené. 65 % des participants acceptent de retirer de la Constitution le statut de neutralité du pays et sa dénucléarisation, ce qui permettra l'installation d'armes nucléaires et la présence de troupes russes.

CORÉE DU SUD

9 mars 2022. **Élection présidentielle.** Les candidats s'opposent sur la sécurité nationale et l'égalité hommes-femmes. Durant la campagne sont donnés favoris Yoon Seok-youl, 62 ans, Parti du pouvoir du peuple, opposition, ancien procureur général, très libéral sur le plan économique et fortement pro-américain, et Lee Jae-myung, 57 ans, Parti démocrate, au pouvoir, ancien enfant ouvrier qui propose de grandes réformes sociales.

Yoon Seok-youl l'emporte avec 48,6 % des suffrages, contre 47,83 % à Lee Jae-myung. La participation a été de 77,1 %. Le nouveau président prendra ses fonctions le 10 mai.

ÉTATS-UNIS

6 janvier, 4 février et 2 mars 2022. **Attaque du Capitole. Républicains.** Un an après l'attaque qui a fragilisé la démocratie américaine, le risque de dérive autoritaire et de violences est manifeste. Une commission parlementaire continue d'enquêter. Donald Trump, qui maintient sa version, celle d'une élection volée, a détruit nombre de documents qui auraient dû être versés aux Archives nationales.

Le 6 janvier, le président Biden s'adresse à la nation et, sans le citer nommément, accuse « l'ancien président » d'avoir piétiné les normes démocratiques. Il affirme : « Nous sommes une nation de lois ; de l'ordre,

pas du chaos ; de paix, pas de violence », ajoutant que « l'ancien président des États-Unis a créé et répandu un tissu de mensonges ».

Ce même jour, le FBI retient le chef d'inculpation de « conspiration de sédition » contre onze personnes, dont Stewart Rhodes, 55 ans, fondateur de la milice d'extrême droite des Oath Keepers.

En douze mois, plus de sept cents personnes ont été arrêtées.

Le 4 février, Mike Pence considère que l'homme dont il a été le vice-président a eu « tort » d'inciter ses partisans à marcher vers le Congrès et qu'il s'agissait d'une « idée anti-américaine ».

Le 2 mars, la commission d'enquête estime que Donald Trump et ses alliés ont pris part à une « conspiration criminelle » pour renverser l'élection présidentielle.

31 janvier 2022. **Peine de mort. Californie.** Alors que les procureurs californiens continuent à requérir la peine capitale et les jurys à la prononcer, le gouverneur démocrate Gavin Newsom donne deux ans à l'administration pénitentiaire pour fermer le couloir de la mort au sein de la prison de San Quentin, où sept cents détenus attendent leur exécution !

HONGRIE

10 mars 2022. **Élection présidentielle.** Katalin Novák, 44 ans, Fidesz, parti au pouvoir, juriste, députée, ancienne ministre de la Politique familiale, est élue présidente par le Parlement à 137 voix contre 51 à Péter Róna, 79 ans, économiste et juriste, indépendant. Première femme à occuper cette fonction, elle entrera en fonction le 10 mai.

INDONÉSIE

18 janvier 2022. **Capitale.** Le Parlement adopte le transfert de la capitale, de Jakarta à Nusantara (« l'île du milieu »), une mégalopole de 30 millions d'habitants dans l'île de Bornéo.

ITALIE

24-29 janvier 2022. **Élection présidentielle.** Le mandat du président Sergio Mattarella, 80 ans, en fonction depuis le 3 février 2015, s'achevant en février, Silvio Berlusconi envisage d'être candidat mais finit par renoncer deux jours avant le premier tour de scrutin. Le président du Conseil, Mario Draghi, est donné favori. Mais aucun accord n'interviendra pour porter sa candidature, beaucoup craignant que son élection n'entraîne un éclatement de la coalition gouvernementale.

Il y a 1 009 électeurs. Sergio Mattarella, qui ne souhaitait pas être reconduit, est finalement élu au huitième tour, le 29 janvier, recueillant 759 voix, soit 77 % des suffrages. Il entame son nouveau mandat le 3 février.

KAZAKHSTAN

2-18 janvier 2022. **Crise politique.** **Russie.** De violentes émeutes frappent cette dictature postsoviétique, au départ pour protester contre le prix de l'énergie puis pour demander un changement de régime. Le 4 janvier, l'état d'urgence est déclaré pour deux semaines à Almaty et dans une région pétrolière de l'Ouest. Le 5 janvier, le gouvernement du Premier ministre, Askar Mamine, 56 ans, Nour-Otan (« rayon de soleil de la patrie »), en fonction depuis le 21 février 2019, est limogé par le chef de l'État, Kassym-Jomart Tokaïev. Le vice-Premier ministre, Alikhan Smaïlov,

49 ans, Nour-Otan, assure l'intérim. Des manifestants s'emparent de plusieurs bâtiments gouvernementaux. La répression fait plusieurs dizaines de morts et le pouvoir appelle la Russie à l'aide. Des troupes russes intégrées à l'Organisation du traité de sécurité collective sont déployées. La répression commence le 6 janvier. Vladimir Poutine considère que le Kazakhstan est visé par « le terrorisme » international. Près de huit mille personnes sont arrêtées.

Le président Tokaïev nomme, le 11 janvier, Alikhan Smaïlov Premier ministre, ce qui est confirmé à l'unanimité par le Parlement.

Tandis que son clan est mis en cause, l'ancien président Noursoultan Nazarbaïev, resté silencieux pendant les événements, diffuse, le 18 janvier, un message dans lequel il assure prendre « un repos bien mérité », admettant ainsi quitter le pouvoir, occupé du 24 avril 1990 au 20 mars 2019 officiellement, mais qu'il avait conservé de fait.

MALTE

26 mars 2022. **Élections législatives.** Le 20 février, le Premier ministre, Robert Abela, demande au président George Vella de dissoudre le Parlement afin d'avancer les élections prévues en juin.

Le Parti travailliste remporte, le 26 mars, sa troisième victoire consécutive, avec 55,1 % des voix et 38 des 67 sièges, contre 41,7 % des suffrages et 27 élus au Parti nationaliste de Bernard Grech. La participation a été de 85,5 %, la plus faible depuis que le pays a accédé à l'indépendance, en 1964. Les jeunes de 16 ans et plus étaient appelés à voter.

Robert Abela est à nouveau nommé Premier ministre le 28 mars et son cabinet entre en fonction deux jours plus tard.

POLOGNE

20 janvier, 3, 16 et 22 février, 10, 15 et 29 mars 2022. **Justice. Union européenne.** CEDH. CJUE. La Commission européenne annonce, le 20 janvier, qu'elle a demandé au gouvernement polonais de payer 69 millions d'euros de pénalités pour ne pas avoir mis fin aux activités de la chambre disciplinaire de la Cour suprême, comme requis en juillet 2021 par la Cour de justice de l'Union européenne.

142 Le 3 février, la Cour européenne des droits de l'homme juge que la chambre disciplinaire de la Cour suprême n'est pas « un tribunal indépendant et impartial établi par la loi », en raison de la procédure suivie pour la nomination des juges. Le même jour, le président Duda présente un projet de loi visant à supprimer cette chambre civile. Une chambre de responsabilité professionnelle comprenant onze juges nommés par tirage au sort devrait être mise en place.

Le 16 février, la CJUE confirme la légalité du mécanisme liant le versement des fonds européens au respect de l'État de droit et déboute ainsi la Hongrie et la Pologne.

Le 22 février, interrogée par un tribunal d'Amsterdam à propos de deux mandats d'arrêt européens émis par des juridictions polonaises contre deux de leurs ressortissants, la CJUE juge que le fait que des magistrats soient nommés par un organe non indépendant n'est pas suffisant pour refuser une extradition.

Le 10 mars, le Tribunal constitutionnel déclare que la CEDH était « incompétente » pour juger de l'indépendance de la justice polonaise. C'est sa deuxième décision en ce sens.

Le 15 mars, la CEDH condamne la Pologne à la suite de la révocation,

sans recours possible, d'un membre du Conseil national de la magistrature. Elle devra verser 30 000 euros au juge révoqué pour frais et dépens.

Le 29 mars, la CJUE considère que le fait qu'un juge ait été nommé sous le régime communiste ne remet en cause ni son indépendance ni son impartialité.

PORTUGAL

30 janvier, 15 février et 23 mars 2022. **Élections législatives. Gouvernement.** Le Parti socialiste, qui semblait en difficulté, crée la surprise le 30 janvier, en remportant la majorité absolue des sièges avec 117 élus sur 230 et 41,68 % des suffrages. L'extrême droite progresse. La participation a été de 57,96 %, soit six points et demi de plus que lors du scrutin précédent.

Le 15 février, la Cour constitutionnelle annule le vote des Portugais de l'étranger et ordonne la tenue de nouvelles élections dans leurs circonscriptions.

À la suite de ce second vote, les 12 et 13 mars, le Parti socialiste fait même mieux, avec 120 sièges et 42,5 % des voix, devant notamment le Parti social-démocrate, centre droit, qui a 72 élus et 28,4 % des suffrages, et Chega! (« assez ! »), droite populiste, qui en obtenant 7,4 % des voix a 12 députés. La participation a été de 51,4 %.

Le 23 mars, le nouveau gouvernement d'António Costa, 60 ans, au pouvoir depuis le 26 novembre 2015, est nommé. Comprenant plus de femmes que d'hommes, il entre en fonction le 30 mars.

ROYAUME-UNI

10, 16, 26 et 31 janvier 2022. **Premier ministre.** Les médias révèlent, le 10 janvier, qu'une soirée se serait tenue

dans le jardin du 10 Downing Street, le 20 mai précédent, à la veille des funérailles du prince Philip et alors que le pays traversait son premier confinement. Quarante personnes y auraient participé, dont le Premier ministre. Deux jours plus tard, Boris Johnson le reconnaît et présente ses excuses !

Le 16 janvier, le *Daily Mirror* évoque également une « sauterie » organisée juste avant Noël 2020. Des députés conservateurs appellent le Premier ministre à démissionner.

Les révélations se multiplient, notamment sur le fait que des soirées avaient lieu chaque vendredi en pleine pandémie de Covid-19. Secrétaire adjointe du *Cabinet Office*, Sue Gray remet, le 31 janvier, un rapport très attendu sur ce « Partygate », qui dénonce des « défaillances de leadership et de jugement ».

Un autre scandale risque d'atteindre le Premier ministre. Le 26 janvier, la commission des affaires étrangères de Westminster publie un courriel mentionnant son rôle dans l'évacuation, au mois d'août précédent, du chenil de Pen Farthing, à Kaboul, tandis que des Afghans tentaient de quitter le pays.

3-4 février 2022. **Irlande du Nord.** Considérant que la renégociation du protocole nord-irlandais prend trop de temps, le Premier ministre depuis le 17 juin 2021, Paul Givan, 40 ans, Parti unioniste démocrate, démissionne le 3 février, créant une crise politique. Le lendemain, la Haute Cour d'Irlande du Nord ordonne la reprise des contrôles aux frontières.

8 février 2022. **Gouvernement.** Le Premier ministre procède à un remaniement. Stephen Barclay, 49 ans, devient son chef de cabinet et Guto

Harri, 55 ans, son ancien conseiller à la mairie de Londres, ministre de la Communication et président du groupe parlementaire conservateur. Jacob Rees-Mogg, 52 ans, ministre des Relations avec le Parlement, eurosceptique et réputé gaffeur, devient ministre des « Opportunités du Brexit », et c'est Mark Spencer, *chief whip*, qui reprend son portefeuille.

SUISSE

1^{er} janvier 2022. **Président.** Ignazio Cassis, 60 ans, Parti libéral-radical, médecin, prend ses fonctions de président de la Confédération helvétique pour 2022. Il est le premier président italophone.

UKRAINE

Janvier-mars 2022. **Russie.** Le 23 janvier, les États-Unis ordonnent l'évacuation des familles de diplomates américains qui résident à Kiev, avertissant qu'« une invasion russe » peut se produire « à tout instant ».

Le 6 février, le renseignement américain juge que la Russie accentue les préparatifs en vue d'une invasion. Pourtant, l'Ukraine estime qu'une « solution diplomatique » est possible.

Le 21 février, Vladimir Poutine accuse l'Ukraine de plusieurs agressions contre ses soldats et reconnaît l'indépendance des régions séparatistes de Donetsk et Lougansk. Lors d'une réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations unies, la Chine s'abstient de condamner la Russie.

Le 24 février, l'armée russe lance une attaque massive, s'acheminant par quatre points d'entrée principaux vers Kiev. Vladimir Poutine invoque « l'appel à l'aide [...] des séparatistes

du Donbass » ! Le Conseil européen entérine un vaste plan de sanctions. Le lendemain, le Comité des ministres du Conseil de l'Europe suspend la Russie de son droit de représentation en son sein et à l'Assemblée parlementaire.

Le 27 février, Vladimir Poutine place les forces de dissuasion russes en « régime spécial d'alerte », agitant ainsi la menace nucléaire. L'Union européenne décide de livrer des armes létales à l'Ukraine, dont des avions de chasse.

144 Le 28 février, le président Zelensky demande une adhésion rapide à l'Union européenne. L'Ukraine saisit la Cour internationale de justice, invoquant une manipulation de la convention sur le génocide par Moscou.

Le 2 mars, trente-neuf États dont ceux de l'Union européenne renvoient la situation en Ukraine devant la Cour pénale internationale. Le procureur de la Cour, Karim Khan, décide d'ouvrir immédiatement des enquêtes actives pour collecter des preuves sur la commission de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de génocide.

Le Conseil européen se réunit à Versailles les 10 et 11 mars 2022. Les Vingt-Sept approuvent l'idée d'une stratégie commune en matière militaire et veulent doubler leurs livraisons d'armes mais écartent un arrêt immédiat des achats de gaz russe, préférant procéder graduellement. Ils rejettent l'idée d'une adhésion rapide de l'Ukraine à l'Union européenne.

Le 13 mars, une base militaire située à trente kilomètres seulement de la Pologne est détruite par des missiles russes.

Le 15 mars et les jours suivants, le président Zelensky s'exprime en visioconférence devant plusieurs parlements occidentaux.

Le 16 mars, la Russie est exclue du Conseil de l'Europe.

Le 24 mars, le président Biden participe aux réunions du G7, de l'OTAN et de l'Union européenne à Bruxelles. Les Occidentaux promettent plus d'armes à l'Ukraine et de sanctions envers la Russie, mais veulent éviter un casus belli. Le même jour, par 140 voix contre 5 et 38 abstentions, l'Assemblée générale des Nations unies adopte une résolution exigeant un « arrêt immédiat » de la guerre en Ukraine.

Le 26 mars, Joe Biden affirme, à Varsovie, que Vladimir Poutine « ne peut rester au pouvoir », suscitant l'embarras parmi les Européens.

Après le retrait de l'armée russe de Boutcha, on découvre les massacres, viols et tortures perpétrés par ses troupes du 27 février au 31 mars.

UNION EUROPÉENNE

18 janvier 2022. **Parlement européen. Présidence.** Président social-démocrate très actif et respecté depuis 2019, David Sassoli, 65 ans, ancien journaliste télévisé, décède le 11 janvier d'un cancer.

Le groupe des Verts propose la candidature de la Suédoise Alice Kuhnke, 50 ans. Mais, malgré ses positions anti-IVG, c'est la conservatrice maltaise Roberta Metsola qui est élue, le jour de ses 43 ans, présidente, pour la seconde partie de la législature du Parlement européen, par 458 voix sur 690 votants.

17 février 2022. **Exécutif européen.** Le déplorable incident protocolaire qui avait vu Ursula von der Leyen marginalisée par le président Erdoğan sans que Charles Michel intervienne se renouvelle lors du sommet Union africaine-Union européenne, le ministre des Affaires étrangères ougandais, Jeje

Odongo, ignorant ostensiblement la présidente de la Commission.

24-25 mars 2021. **Conseil européen.** Un sommet des chefs d'État et de gouvernement est consacré au « nouveau

modèle de croissance et d'investissement » européen. Charles Michel est réélu à l'unanimité président du Conseil européen pour un nouveau mandat de deux ans et demi, du 1^{er} juin 2022 au 30 novembre 2024.